Extrait du Alger républicain

https://www.alger-republicain.com/Russie-le-bilan-desastreux-et.html

Russie : le bilan désastreux et effrayant de la restauration du capitalisme*

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : mardi 27 août 2013

Description :

Repris de "Dix raisons pour la démission du gouvernement russe",

Communiqué du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)

in http://solidarite-internationale-pc...

2 août 2013

Copyright © Alger républicain

*Le titre est de la rédaction d'Alger républicain.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Dans un appel à la démission du gouvernement, le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) décrit en 10 points la situation catastrophique à laquelle sa politique a mené la Russie.

Ce bilan est sans appel. Le retour au capitalisme et la contre-révolution ont conduit ? la ruine un pays qui occupait le rang de 2e puissance économique mondiale avant l'arrivée au pouvoir des forces anti-socialistes.

Le communiqué du PCFR a tendance à imputer la responsabilité de la situation ? la seule politique suivie par Medvedev. Il tend à masquer le fait que ces résultats ne sont pas l'expression de simples choix politiques erronés effectués par un groupe de politiciens mais les fruits pourris de la victoire des partisans du capitalisme qui ont transformé l'URSS de régime des travailleurs en régime bourgeois inféodé aux multinationales.

Le PRCF se limite à demander un changement de gouvernement, et non de système, à remplacer le gouvernement Medvedev par un gouvernement de " coalition bénéficiant de la confiance nationale". Les premières mesures que ce gouvernement doit adopter, selon le PCFR, sont « la nationalisation des matières premières et des principaux secteurs économiques, la relance de l'agriculture, le développement des infrastructures, le développement scientifique accéléré ».

Le tableau sinistre brossé par le PCFR montre cependant de façon éloquente que la Russie a besoin, pour se redresser, d'un pouvoir révolutionnaire qui rétablit le socialisme dans l'intérêt non seulement des peuples de la Russie, de l'ex-URSS mais de l'ensemble des exploités et des opprimés de la planète.

Alger républicain

- ------

"Dix raisons pour la démission du gouvernement russe"

"Le gouvernement a mené le pays systématiquement au bord du gouffre. Sa politique ne fait qu'empirer la situation ... Pas une seule réforme industrielle ou agricole n'a mené à des résultats positifs. Par ailleurs, ces réformes deviennent de plus en plus destructrices. L'économie de notre pays, la vie de nos compatriotes est de plus en plus sous la coupe des multi-nationales. La Fédération de russe est en train de perdre sa position d'État souverain. Elle a gagné le statut de fournisseur de matières premières dans le système productif mondial.

Le gouvernement russe a toutes les raisons de démissionner. Nous tenons à insister sur les 10 raisons suivantes :

1 - Le gouvernement s'en tient à des « réformes » qui ont failli.

Vingt années consécutives de « *réformes économiques* » ont conduit à démanteler les deux-tiers de l'industrie russe, à l'origine du retard de notre pays. Actuellement, la Russie ne compte que pour 2% de l'économie mondiale. Le gouvernement peut toujours évoquer la nécessité de construire une économie diversifiée, et promettre de mettre fin à la dépendance vis-à-vis des matières premières. Et pourtant, 70% des revenus sont directement liés aux

hydrocarbures. En outre, seulement 6 des 16 000 milliards de roubles issus des exportations de matières premières arrivent dans les caisses du Trésor, le reste est pillé par les oligarques nationaux et étrangers. Le nombre de PME ne cesse de diminuer, croulant sous la pression.

Le gouvernement adhère à une économie dépendante du pétrole, rejetant un développement répondant aux besoins du pays. Le pillage des richesses naturelles russes met gravement en danger les intérêts nationaux de ce pays.

.

2 - Il ne semble y avoir aucun changement dans une politique financière catastrophique.

En 2013, les Russes ont vu leurs réserves en devises internationales diminuer de 23 milliards de dollars. A la fin du mois de juin, nous avions 514 milliards de devises internationales. Donc la Russie va devoir affronter une nouvelle phase de la crise économique mondiale, moins bien préparée qu'en 2008, lorsque le pays avait encore 598 milliards de devises en réserve. La politique de désinvestissement du gouvernement, qui transfère des capitaux russes aux États-Unis et dans d'autres pays, nuit terriblement au potentiel social et économique du pays.

La dette souveraine a encore augmenté. La dette extérieure globale a crû de plus de 10% dans la première moitié de l'année, soit à peu près 700 milliards de dollars. Ce chiffre excède largement les réserves internationales russes. Un nouveau défaut de paiement est une vraie menace. Les responsables gouvernementaux prétendent que cette estimation ne comprend pas seulement les dettes souveraines mais celles aussi privées et esquivent la question de l'État russe comme un garant des prêts privés.

Le gouvernement est incapable de résoudre le problème de la fuite des capitaux, ce qui signifie que 50 à 70 milliards de dollars fuient le pays chaque année. De janvier à juin 2013, plus de 38 milliards de dollars ont quitté le pays. Certains experts disent même que jusqu'à 100 milliards de dollars quittent annuellement le pays, hors comptabilité officielle. A cet égard, les faibles tentatives des responsables gouvernementaux pour attirer les investissements semblent incroyablement hypocrites.

.

3 - Avec la politique de privatisation, les grandes industries tombent entre les mains de capitaux étrangers.

Les réticences extrêmes du gouvernement russe à mettre en place un appareil régulateur plus fort entrent en contradiction avec les besoins intrinsèques de ce pays ainsi qu'avec les tendances économiques universelles. La propriété publique qu'il reste, comprenant 1 400 entreprises stratégiques, est en train d'être liquidée avec les projets actuels. L'énergie, les chemins de fer, les aéroports, les banques sont livrés au marché. Les appareils étatiques supervisant et gérant les forces productives sont démantelés. Les ressources matérielles, financières, intellectuelles, le travail sont délibérément gaspillées. La propriété privée étrangère suppose les profits maximum, sans aucun égard pour le développement ou l'amélioration de la capacité productive, étant donné l'échec du gouvernement à susciter de telles activités. L'économie réelle, par conséquent, se détériore. Le PIB, au premier quart de l'année 2013, a chuté de 16,4% par rapport au même chiffre, au dernier quart de l'année 2012.

.

4 - Le gouvernement est incapable de garantir une croissance économique stable.

Copyright © Alger républicain

La croissance économique, au premier quart de 2013 ne s'est chiffré qu'à 1,6%, trois fois moins qu'à la même période en 2012. La croissance industrielle ne révèle aucune progression. Avec une inflation à la hausse par ailleurs, nous devons admettre que ce pays est face à une récession de grande ampleur. Si on met de côté les activités liées aux hydrocarbures, une industrie affaiblie ne contribue plus qu'à 5% du PIB rend la situation encore plus difficile. Le taux de dépréciation du capital fixe atteint les 60 à 70%. Des secteurs importants tels que les machines-outils, l'aviation, les machines agricoles, les industries de biens de consommation continuent de se désintégrer. Les importations d'avions, de produits pharmaceutiques, de machines-outils ont terriblement augmenté au cours de ces dix dernières années - respectivement multipliées par sept, huit et vingt. Le secteur de l'industrie aérospatiale s'effondre.

La politique agricole conduit à l'écroulement de notre agriculture. Elle ne compte plus que pour 4,4% du PIB. Plus de 41 millions d'hectares cultivables sont abandonnés, gagnés par la chienlit. Les infrastructures rurales ont été impitoyablement saccagées. 14 000 écoles, 16 000 centres culturels, 4 000 bibliothèques ont fermé leurs portes. La disparition de villages entiers progresse. Il ne reste plus aucune population sédentaire dans plus de 19 000 villages. Des fonds minuscules ont été alloués au développement social rural en 2013. Et les choses empirent. Il n'y aura bientôt plus aucune allocation.

Corollaire, la production agricole décline. Les importations correspondent à la moitié de l'approvisionnement alimentaire russe. L'alimentation des Russes est de moins en moins satisfaisante, tandis que la sécurité alimentaire russe est menacée par son propre gouvernement.

.

5 - Rejoindre l'OMC dans des conditions défavorables nuit aux intérêts nationaux.

Rejoindre l'OMC, c'est une arnaque. Le gouvernement n'a pas négocié des barrières indispensables à la protection de l'économie russe. Par ailleurs, il n'a pas réussi à former des experts compétents capables de représenter les intérêts nationaux dans les organisations internationales.

Qu'avons-nous maintenant ? Les exportations nationales stagnent, alors que les importations connaissent une croissance rapide. Ce pays soutient les industriels étrangers plutôt que ceux nationaux. En 2015, les dégâts cumulés pour le Trésor national, liés à l'OMC, s'élèveront à 835 milliards de roubles. Quand l'industrie nationale sera à genoux, qui empêchera les capitalistes étrangers de fixer les prix de tout, des denrées aux machines outils, en passant par le secteur aérien ?

.

6 - La politique gouvernementale conduit les régions russes au bord de la faillite.

Le montant de la dette des régions de Russe excède les 1,4 mille milliards de roubles. Et la dette continue d'augmenter. C'est la conséquence naturelle du transfert de certaines responsabilités sociales, de l'État vers les échelons régionaux. Des avertissements sur les conséquences de cette politique ont été émis à maintes reprises par des membres du gouvernement, mais ils ont été ignorés. Des régions appauvries, c'est la dure réalité de la Russie moderne. Le Ministère du développement économique prévoit qu'en 2018, le déficit budgétaire total des régions russes atteindra les 1,8 mille milliards de roubles. Et pendant ce temps, le Ministère des Finances refuse d'accorder aux régions de Russie ne serait-ce que des plans à faible taux d'intérêt.

Copyright © Alger républicain

.

7 - Le gouvernement russe coupe méthodiquement dans les dépenses de sécurité sociale

La Russie est un Etat-providence, selon sa constitution. Toutefois, le gouvernement remet en cause les acquis sociaux conquis par le peuple. La conséquence, c'est que la Russie se place à la 53e place mondiale pour l'éducation et à la 120e pour l'accès aux soins selon l'ONU. La Russie occupe une honteuse 97e place pour l'espérance de vie. Néanmoins, le gouvernement persiste dans sa politique fautive. En 2013-2015, on cherche à diminuer les dépenses liées à la couverture santé de 4,4 à 2,7% du budget, les dépenses d'éducation de 4,8 à 4,1%. Notre système éducatif subit une réorganisation brutale. L'éducation en lycée est transformée, déformée par l'introduction d'un examen national unifié. Le gouvernement mène une campagne visant à supprimer dans le nombre d'établissements d'éducation ainsi qu'à limiter le nombre de bourses. La qualité de l'éducation, et son accès, continue à se dégrader.

Les inégalités sociales se sont creusées comme jamais auparavant. Le gouvernement reconnaissait que l'écart entre les 10% aux revenus les plus élevés et ceux aux 10% les plus faibles est de 1 à 16. Plusieurs chercheurs indépendants affirment que cet écart est deux fois plus grand. Des millions de familles souffrent de problèmes croissants pour répondre à leurs besoins en services de base, en alimentation, en carburants et en médicaments.

.

8 - La politique gouvernementale conduit à un déclin scientifique et technique.

La production dans le domaine des hautes technologies en Russie est réduite à sa portion congrue. La part des produits de haute technologie dans les exportations russes a été réduite à 0,3%. En dépit de cet état de fait, le gouvernement alloue moins de 1% du budget à la recherche et développement. Le chiffre est plusieurs fois moins élevé qu'aux États-Unis, dans l'Union européenne et au Japon. Les dépenses pour la science ne constituent que 2% du budget fédéral global. Le soutien à plusieurs programmes en recherche fondamentale d'État a été retiré au début de l'année.

Le gouvernement russe doit prendre des mesures urgentes pour soutenir la science nationale. Les mesures prises vont dans un sens totalement différent. En catimini, et sans la discussion publique nécessaire, un projet de loi a été adopté prévoyant la réforme de l'Académie des sciences russes, ainsi que des autres académies. En fait, il remet en cause le système scientifique académique établi, transférant leur contrôle à des bureaucrates. La « réforme » a été fortement rejetée par la communauté scientifique. Si elle était mise en place, la réforme menacerait ce pays de dégâts irréparables.

Cette tentative de sabordage de l'académie, vieille de plus de trois siècles, reflète sa nature manifestement anti-nationale. Le gouvernement a choisi de liquider quasiment toute la science fondamentale afin de satisfaire les forces anti-nationales. Ce pays est traîné à la remorque du développement mondial.

.

9 - Le gouvernement russe se révèle incapable de régler le problème de la corruption, ainsi que d'autres menaces portant sur la sécurité nationale.

Le Comité contre la corruption affirme que le revenu total annuel des personnes corrompues en Russie est estimé à

Copyright © Alger républicain

300 millions de $. Des scandales notoires liés aux irrégularités financières au Ministère de la Défense, dans le groupe « ROSNANO » et le « Skolkovo », révèlent la corruption totale de l'appareil d'État. Tout en reconnaissant, en paroles, la gravité du problème, le gouvernement n'a pas pris les mesures concrètes pour le traiter. Ceux reconnus coupables de malversations restent impunis. La corruption en Russie est une des questions nationales les plus essentielles.

.

10 - Les activités spécifiques du gouvernement, ainsi que son inactivité, ont miné la capacité de défense du pays.

Des conflits militaires éclatent au plus près des frontières de la Russie. Notre pays est entouré par des bases militaires étrangères. Sa capacité défensive, y compris le potentiel militaire nucléaire, s'est considérablement détériorée.

Alors que le gouvernement russe respecte le « New START » signé par Medvedev, les États-Unis ne cessent de renforcer sa flotte de missiles de croisière et d'armes de haute précision, et de développer un système de défense anti-missile.

Pendant six ans, la clique de Serdiukov a réduit en miettes la structure et le personnel des forces armées, fermé des institutions de formation militaire uniques. Conséquence de ces agissements criminels, il ne reste plus que 100 brigades dans l'armée, 39 regroupent des soldats de différentes branches. C'est l'équivalent d'à peine 10 divisions de combat. A titre de comparaison, l'Armée rouge comptait sur 303 divisions pendant la Grande guerre patriotique.

Aujourd'hui, la Russie ne dispose plus que de 120 aérodromes sur 1 223, 60 pistes sur 1 600, 1 200 avions de combat sur 1 800 ont besoin de subir des réparations. Ce sont d'énormes « failles » dans la défense aérienne. Les grands centres économiques n'ont pas de couverture aérienne : Perm, Ijevsk, Vladimir, Nijni Novgorod, Omsk, Tcheliabinsk, Toula, Ulianovsk. Ces dernières années, la marine a été réduite de 90%. Ces « réformes » font que les Forces armées ne sont plus capables de défendre le pays, même en cas de conflit local.

Sur la base de ces faits, nous estimons que les agissements de ce gouvernement cause des dégâts irrémédiables à l'économie russe, dégrade les conditions de vie de notre peuple, détruit la capacité de défense de l'ensemble du système de sécurité russe. Tout cela représente une menace sur notre souveraineté nationale.

En prenant en compte les intérêts du peuple multi-national de Russie, et en s'appuyant sur les dispositions de la Constitution de la Fédération de Russie, nous avons décidé de soumettre à la Douma une motion de censure contre le gouvernement. Nous sommons nos collègues parlementaires à réaliser la réalité tragique dans laquelle le pays se trouve et à soutenir notre initiative. Le sens de la responsabilité par rapport au sort de notre peuple nécessite une juste analyse de ce qui est en train de se produire, et une volonté d'agir pour changer cela.

Le gouvernement doit être remplacé par une coalition qui défende les intérêts nationaux et bénéficie de la confiance nationale. Un nouveau cabinet collectif qui compterait sur une équipe prête à inverser cette politique de déclin. Son objectif sera de mettre le pays sur la voie d'un développement dynamique et durable. Des tâches particulières et productives sous-tendront le plan d'action du nouveau cabinet :

1 - Les premières mesures à adopter sont les suivantes : la nationalisation des matières premières et des principaux secteurs économiques, la relance de l'agriculture, le développement des infrastructures, le développement

Copyright © Alger républicain

scientifique accéléré, base de la modernisation du pays ;

2 - Le gouvernement doit garantir aux citoyens leur droit au logement, en construisant des logements et en reprenant une responsabilité totale pour la fourniture des services de base. Les dépenses pour les services de base des ménages ne doit pas excéder un plafond de 10 % du budget ;

3 - Le gouvernement doit accorder la plus grande attention pour assurer des salaires et des retraites décents. Il doit améliorer l'accès de ses citoyens à des soins ainsi qu'à une éducation et une culture, gratuits et de qualité. Le gouvernement doit suivre le mot d'ordre : « L'éducation pour tous ». En l'espace de deux ans, les allocations pour la culture doivent doubler. Les enfants et les jeunes doués doivent recevoir l'aide nécessaire ;

4 - Le gouvernement doit prendre toutes les mesures pour empêcher la casse du pays. Nous devons mettre en place des programmes de lutte contre la pauvreté, protéger les mères et les enfants. Le gouvernement doit agir pour stopper l'exode des populations en Sibérie, en Extrême-orient et dans le Nord russe.

5 - La sécurité nationale doit être renforcée. Le gouvernement national doit veiller à la prévention du crime et lutter contre la corruption. Une politique étrangère et de défense audacieuse doit attirer des alliés et des partenaires réguliers à la Russie, contribuant à l'établissement de relations internationales entre égaux.

La situation actuelle est préoccupante. La Russie a désespérément besoin d'un gouvernement bénéficiant de la confiance nationale. Nous appelons nos concitoyens, les associations ouvrières, de vétérans, de jeunesse, les représentants de la science et de l'éducation, de la santé et de la culture, de l'économie privée et de la fonction publique à nous soutenir. Nous appelons à une discussion nourrie autour de cette initiative et à faire monter ces exigences. Nous allons, sur cette base, déposer une motion de censure contre le gouvernement russe à la Douma."

.

Communiqué du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF)

.

***Le titre est de la rédaction d'Alger républicain.**

Copyright © Alger républicain